



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.12/31
9 avril 1986

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Yaoundé (République du Cameroun),
7 - 14 avril 1986

Point 12 b) de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt et unième session de la Commission
et douzième réunion de la Conférence
des ministres

Yaoundé (République du Cameroun),
17 - 21 avril 1986

Point 12 b) de l'ordre du jour provisoire*

**RAPPORT DE LA SEPTIEME REUNION DU COMITE REGIONAL AFRICAIN POUR
L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT**

Yaoundé (Cameroun), 3-5 avril 1986

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La septième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC) s'est tenue du 3 au 5 avril 1986 à Yaoundé (Cameroun) sous l'égide de la Commission économique pour l'Afrique. La réunion a été ouverte par Mme Alsatou Yaou, Ministre de la condition féminine du Cameroun. Des allocutions ont également été prononcées par le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique, le représentant de l'Organisation de l'unité africaine et la Présidente du Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement (Voir section C ci-dessous).

2. Ont participé à la réunion les Etats membres du CRAC suivants : Algérie, Burkina Faso, Burundi, Congo, Egypte, Gabon, Guinée équatoriale, Malawi, Maroc, Nigéria, Rwanda, Togo, Zaïre et Zimbabwé. Le Cameroun et la Guinée étaient représentés par un observateur. L'Organisation de l'unité africaine était également représentée. Des représentants des institutions spécialisées du système des Nations Unies ci-après ont participé à la réunion en qualité d'observateurs : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation mondiale de la santé (OMS) et Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs : Organisation panafricaine des femmes et Fédération internationale pour le planning familial (IPPF).

3. Les travaux de la réunion étaient dirigés par le bureau du CRAC à l'exception de la République-Unie de Tanzanie, absente.

Présidente :	Burundi
Première Vice-Présidente :	République-Unie de Tanzanie
Deuxième Vice-Présidente :	Congo
Premier Rapporteur :	Togo
Deuxième Rapporteur :	Maroc

B. ORDRE DU JOUR

4. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport de la présidente du CRAC.

4. Rapports sous-régionaux et rapports sur l'application de la résolution 535 (XX) par :
 - a) Les comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement ;
 - b) Le Centre de formation et de recherche pour la femme.
5. Mesures prises par les pays africains consécutivement à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix.
6. Mesure dans laquelle les plans nationaux de développement tiennent compte de la contribution des femmes.
7. Les femmes africaines et la Décennie du développement Industriel de l'Afrique : rapport final.
8. Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise économique et sociale en Afrique.
9. Questions diverses.
10. Clôture.

C. COMPTE RENDU DES DEBATS

Cérémonie d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

5. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre camerounais de la condition féminine a noté les progrès réalisés par le CRAC dans l'accomplissement de ses tâches, grâce au concours de la CEA et du Programme des Nations Unies pour le développement. Elle a en outre souligné les réalisations des pays africains au cours de la Décennie des Nations Unies pour la femme dans le cadre de la mise en place de mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement et insisté sur la nécessité de multiplier les efforts en vue de sa participation au processus de planification du développement national et d'une utilisation plus judicieuse des ressources disponibles. Les pays africains devraient consacrer une plus grande part de leurs ressources à la promotion du rôle de la femme dans le développement afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide extérieure. Par ailleurs, il importait de coordonner les efforts faits dans ce domaine par les organismes du système des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales.

6. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a indiqué qu'il s'agissait là de la première réunion tenue par le CRAC depuis la Conférence mondiale de Nairobi en 1985 et souligné son importance dans la mise en oeuvre des stratégies adoptées à Nairobi en vue de la promotion de la femme au-delà de la Décennie. Au premier rang de ces stratégies la nécessité de rendre les femmes mieux aptes à jouer un rôle plus important dans la société et le besoin urgent d'améliorer la productivité des agricultrices afin d'atténuer l'ampleur de la crise alimentaire. Il a indiqué que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale en Afrique discuterait du rôle des femmes dans la production alimentaire. Il a invité les femmes à établir le dialogue avec les services de planification de leur pays afin que leur participation soit active dans le processus de planification, et les a exhortées à soutenir l'assistance du PNUD aux programmes des femmes au sein des MULPOC, au CRAC et aux programmes régionaux de formation.

7. La présidente du CRAC a exprimé sa gratitude au Gouvernement camerounais pour son oeuvre inlassable en faveur de la promotion de la femme notant que le Cameroun accueillait pour la deuxième fois une réunion du CRAC et qu'il en avait assuré la présidence pendant quatre ans. Elle a passé en revue les progrès réalisés par le CRAC en tant qu'organe subsidiaire de la CEA travaillant en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales en vue de la promotion de la femme en Afrique en dépit de multiples obstacles. Elle s'est félicitée de la réussite de la session d'information organisée à Yaoundé le 2 avril 1986 par la CEA à l'intention des membres du CRAC sur le cycle de programmation du PNUD, séminaire qui avait permis d'informer les membres du Comité des mesures à prendre en vue d'assurer une pleine participation des femmes aux principaux efforts du développement dans leurs pays respectifs au cours des cinq prochaines années. Ce séminaire avait également permis aux membres du CRAC de se rendre compte de la nécessité qu'il y avait pour les femmes de faire preuve de plus de vigilance et de dynamisme afin qu'il soit dûment tenu compte de leurs besoins dans la planification nationale.

8. Le représentant de l'OUA a mis l'accent sur l'engagement pris par les chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation de faire pleinement participer les femmes au processus de développement et sur la reconnaissance du CRAC comme l'organe le plus élevé chargé de l'intégration de la femme au développement en Afrique. En préparant la session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'OUA n'avait nullement perdu de vue l'importance des débats sur le rôle de la femme notamment en matière de sécurité alimentaire. L'OUA elle-même était sur le point de mettre en place au sein de son secrétariat une structure chargée de promouvoir l'intégration de la femme au développement.

Rapport de la Présidente du CRAC (point 3 de l'ordre du jour)

9. au cours de l'année écoulée, la Présidente avait eu de nombreux contacts avec l'OUA au sujet de la Conférence mondiale (Naïrobi), de l'inclusion des questions intéressant les femmes dans l'ordre du jour du Sommet relatif aux affaires économiques (et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale). Elle avait déployé des efforts concertés pour préparer les Etats membres à participer à la Conférence internationale de Naïrobi, de telle sorte que le rapport de la Conférence reflète les intérêts de l'Afrique. Son travail de sensibilisation était poursuivi tout au long de l'année, surtout en ce qui concerne la poursuite du financement par le PNUD des programmes sous-régionaux d'intégration des femmes au développement au sein des MULPOC. Elle a vivement recommandé aux comités sous-régionaux d'augmenter leurs efforts d'échanges d'informations et de communication avec le CRAC.

Rapports d'activités des comités sous-régionaux et rapports sur l'application de la résolution 535 (XX) (point 4 de l'ordre du jour)a) Comités sous-régionaux chargés de l'intégration des femmes dans le développementComité sous-régional du MULPOC de Gisenyi

10. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les comités sous-régionaux ont passé en revue leurs activités de l'année écoulée et ont donné un compte rendu de l'application de la résolution 535 (XX). Dans chaque cas, le rapport a été présenté par la Présidente du comité sous-régional concerné. La quatrième réunion du Comité de la sous-région de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, dont le siège est à Gisenyi, était tenue à Bujumbura en mars 1986. La présidente a présenté le rapport de cette réunion dans le document E/ECA/MULPOC/GISENYI/9/13/86. Elle a souligné que le programme de travail pour la période 1985-1986 n'avait pas été exécuté comme prévu, principalement en raison de l'absence d'une coordonnatrice des programmes en faveur des femmes, au cours des dix derniers mois. Toutefois, le Comité sous-régional avait établi pour la période 1986-1987 un programme de travail comportant l'élaboration de documents et la réalisation de recherches sur les femmes de la sous-région, ainsi que la mise sur pied de projet nationaux. Il était prévu d'organiser dans un pays de la sous-région un atelier sur la production et la commercialisation de l'huile de palme, et au niveau sous-régional, un colloque sur le statut juridique des femmes. Toutefois, étant donné que les fonds disponibles pour les activités étaient très limités, il a été recommandé que les soldes de 1985 soient reportés en 1986.

11. S'agissant de l'application de la résolution 535 (XX), il a été souligné que les Etats membres du Comité sous-régional ont fait rapport à ce sujet lors de la quatrième réunion. Il ressort que le Rwanda et le Zaïre ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Burundi a engagé le processus de ratification. Des mécanismes nationaux avaient été instaurés dans deux des trois pays de la sous-région (Burundi et Zaïre). Chacun des trois pays oeuvrait pour réviser systématiquement la législation léguée par l'époque coloniale qui présente à certains égards quelques dispositions discriminatoires à l'égard des femmes. Dans le domaine de l'accès à l'enseignement, des efforts ont été accomplis dans les trois pays en vue d'augmenter le nombre des filles dans les écoles car la tutelle coloniale avait laissé des déséquilibres notoires, ayant beaucoup plus favorisé la formation des garçons aux dépens de celle des filles auxquelles elle s'est contentée d'initier à l'art ménager. Des efforts étaient déployés pour augmenter les chances d'emploi pour les femmes. Le nombre de femmes aptes à participer aux réunions techniques au niveau international était réduit et il fallait faire de plus grands efforts pour inclure les femmes dans les comités nationaux de planification. Ces trois pays avaient soutenu activement la lutte contre l'apartheid en Afrique australe.

12. Dans ces recommandations, le Comité sous-régional avait exprimé son inquiétude au sujet de l'absence d'une coordonnatrice des programmes en faveur de la femme et de la nécessité de fournir un appui supplémentaire aux programmes concernant les femmes dans la sous-région, l'urgence pour leurs pays d'inclure les programmes intéressant les femmes dans leurs budgets nationaux, le PNUD devant faire de même dans ses chiffres indicatifs de planification (CIP). Il tenait à ce que les progrès réalisés durant la Décennie de la femme ne soient pas perdus. Pour ce faire, le Comité sous-régional du MULPOC de Gisenyi propose entre autres que les programmes des femmes soient inscrits sur le budget régulier du système des Nations Unies.

Comité sous-régional pour l'Afrique du Nord

13. La Présidente du Comité sous-régional pour l'intégration de la femme au développement en Afrique du Nord (Tanger) a présenté le rapport (ECA/MULPOC/Tanger/E/615) de la réunion du bureau de ce comité qui s'était tenue en mars à Tanger. La plus grave préoccupation de ce Comité était la suspension de financement du programme. Aussi n'y avait-il ni coordonnatrice du programme en faveur de la femme, ni fonds destinés à l'exécution d'activités au cours de la période considérée. Par ailleurs, avant la suspension du programme, la coordonnatrice n'avait exercé ses fonctions que pendant une courte période. Le comité sous-régional se déclarait déçu que la sous-région de l'Afrique du Nord n'ait pas de ce fait bénéficié des programmes en faveur de la femme au même titre que les autres sous-régions. Néanmoins, il avait adopté un programme de travail et établi un ordre de priorité pour la période 1986-1987, dans lequel l'accent était mis sur la formation professionnelle et la production de revenu ainsi

Présidente a recommandé au nom des CSR à la CEA d'intervenir auprès du PNUD et autres organes de financement, afin de financer ces deux priorités en attendant le prochain cycle du PNUD. Des remerciements étaient adressés à l'Egypte pour avoir financé les services d'un expert chargé d'aider le programme pour l'intégration de la femme au développement à préparer le prochain cycle de programmation. L'expert toutefois, ne remplacerait pas la coordonnatrice.

14. La Présidente a fait rapport sur l'application de la résolution 535 (XX) au Maroc. Ce pays avait mis sur pied un mécanisme national au sein du Ministère des affaires sociales et avait effectué des travaux de recherche, organisé des conférences et provoqué la formation des femmes dans des activités qu'elles n'exerçaient pas traditionnellement. Les femmes étaient bien représentées dans la fonction publique et dans les délégations aux réunions internationales. Des stratégies nationales avaient été élaborées pour mettre en oeuvre les stratégies prospectives d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme (adoptées à Arusha en 1984). Depuis de nombreuses années, le Maroc associait les femmes à la planification nationale et à la prise de décision et consacrait des ressources substantielles aux activités en leur faveur. Un appui énergétique avait été apporté à la lutte des femmes africaines en Namibie et en Afrique du Sud.

Comité sous-régional de l'Afrique centrale

15. La Présidente a présenté le rapport sur le programme en faveur de la femme élaboré par le MULPOC de Yaoundé (MULPOC/YAO/CRAC/7). Parmi les principales activités qui ont été menées au cours de l'année écoulée figuraient : un séminaire sous-régional sur les technologies alimentaires appropriées tenu à Yaoundé en février 1986, et un autre au Tchad sur la création des mécanismes nationaux et la coordination des activités visant à la promotion de la femme. La coordonnatrice du programme en faveur de la femme avait effectué des missions pour préparer les pays au quatrième cycle de programmation du PNUD. Une étude avait également été effectuée sur la déperdition des effectifs scolaires féminins afin de déterminer les moyens de rendre les jeunes filles économiquement actives. La septième réunion du Bureau du Comité sous-régional avait recommandé que chaque Etat membre crée une cellule de coordination et de réflexion interministérielle quant aux actions menées par le gouvernement en faveur de la femme. La mise en application de la résolution 535 (XX) dans la sous-région s'était effectuée sans problème.

16. Le Comité sous-régional a fait savoir que le Conseil des ministres de la sous-région, réuni à Bangui en février 1986, avait adopté deux résolutions relatives à la femme dans la sous-région : l'une sur la nécessité d'une politique sous-régionale en matière de technologies appropriées, l'autre sur le financement des programmes d'intégration

de la femme dans le processus de développement. Dans cette résolution, le PNUD avait été instamment prié de poursuivre son assistance aux programmes sous-régionaux en faveur de la femme et les gouvernements à fournir une assistance aux organismes nationaux afin que ceux-ci participent aux activités de planification nationale.

17. Parmi les activités prévues pour 1986, outre la publication d'un bulletin d'information sur les activités féminines dans la sous-région, il reste à effectuer une étude sur la commercialisation des produits alimentaires, l'organisation à l'échelon sous-régional d'un séminaire de formation en la matière. Des missions seraient effectuées dans quatre pays en rapport avec les cycles de programmation du PNUD.

Comité sous-régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe

18. La Présidente du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a présenté le rapport de la sixième réunion du bureau du comité sous-régional (ECA/MULPOC/Lusaka/158/13). De nombreuses activités avaient été menées au cours de la période allant d'avril 1985 à février 1986 dans les domaines suivants : formation, échange d'informations, de données d'expérience et de savoir-faire, mise en place de mécanismes nationaux, recherche et fourniture de services consultatifs. En outre, un atelier sous-régional sur la femme, l'eau et l'hygiène avait été organisé au Malawi.

19. Lors de sa réunion, le Comité sous-régional avait adopté une résolution, approuvée par la suite par le Conseil des ministres du MULPOC dans laquelle était soulignée l'importance du programme sous-régional en faveur de la femme, en tant qu'instrument de coopération sous-régionale devant absolument être maintenu. Le Secrétaire exécutif de la CEA était également invité à poursuivre la réalisation du programme sous-régional grâce à la mobilisation des ressources supplémentaires. Les Etats membres étaient également invités à annoncer des contributions en vue de la poursuite de ce programme.

20. Trois Etats de la sous-région avaient fourni des renseignements sur l'application de la résolution 535 (XX). Tous les trois disposaient d'un mécanisme national. Le Zimbabwe avait organisé une réunion regroupant de hauts fonctionnaires pour élaborer un plan quinquennal en vue de l'intégration de la femme dans le processus de développement et de l'application des stratégies d'Arusha. La Tanzanie avait organisé un atelier national sur la mise à exécution des stratégies d'Arusha et de NaTrobi, tandis qu'au Malawi, la Commission de la femme et du développement oeuvrait avec la Ligue des femmes de Malawi pour la promotion de la femme.

Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest

21. La présidente a présenté le rapport sur l'exécution du programme de travail du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest pour l'intégration de la femme dans le processus de développement (ECA/MULPOC/NIA/PIWD/86). Depuis la quatrième réunion du Comité, tenue au Togo en fé-

vrrier 1985, le bureau du Comité sous-régional avait pour principale tâche la participation aux réunions statutaires du MULPOC et de la CEA ainsi que la mise en application des recommandations. La coordonnatrice du programme en faveur de la femme avait effectué les activités suivantes en 1986 : une étude sur le rôle de la femme dans la production vivrière dans deux pays ; l'octroi de bourses à des femmes pour recevoir une formation à la gestion et à la planification du développement ; une enquête sur la femme et l'industrialisation en Afrique de l'Ouest ; un séminaire sous-régional sur le rôle des coopératives dans l'intégration de la femme dans le processus du développement industriel ; l'échange d'informations entre les mécanismes nationaux, en attendant la publication d'un bulletin d'informations.

22. Des efforts avaient été faits pour aider les femmes dans les travaux de planification au niveau national au Togo et au Niger, en préparation du quatrième cycle de programmation du PNUD et dans le cadre des réunions sectorielles de suivi de la Table Ronde des bailleurs de fonds. En ce qui concerne l'application de la résolution 535 (XX), des mécanismes nationaux avaient été mis en place dans tous les pays de la sous-région. Le Nigéria avait créé récemment un Office des questions féminines. Trois pays (Burkina Faso, Ghana et Nigéria) avaient ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

23. La Présidente du Comité sous-régional de l'Afrique de l'Ouest s'est associée aux autres sous-régions pour souligner le rôle que devait jouer la réunion en cours en veillant à ce que le programme en faveur de la femme soit poursuivi au-delà de la Décennie des Nations Unies pour la femme. Au moment où les ressources risquaient de faire défaut, la Conférence se devait de solliciter des bailleurs de fonds qu'ils continuent leur assistance et d'encourager les Etats membres à financer le programme en faveur de la femme et à rechercher d'autres moyens de mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires.

Centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF)

24. Le secrétariat a présenté le rapport du CARFF sur l'application de la résolution 535 (XX) depuis avril 1985 jusqu'en 1986 (E/ECA/ATRCW/ARCC/VII/2). Il a été noté qu'actuellement, 27 pays disposaient de mécanismes nationaux et qu'il existait 20 autres centres de liaison au sein des structures politiques, pour l'intégration de la femme dans le processus de développement. On avait observé chez les bailleurs de fonds, dans cette sous-région, une tendance fâcheuse à s'adresser de préférence aux ministères techniques, sans passer par les mécanismes nationaux concernés, en matière d'assistance aux femmes. Il fallait lutter contre cette tendance, compte tenu du poids de ces mécanismes. L'accent a été mis sur l'importance des stratégies d'Arusha comme cadre d'orientation des activités de programmation pour les Etats membres.

25. En ce qui concerne l'allocation de postes inscrits au budget ordinaire pour les programmes en faveur de la femme dans la région, les participants ont été informés que l'Assemblée générale avait accordé à cet effet un nouveau poste inscrit au budget ordinaire pour 1986. Malheureusement, suite aux difficultés financières que connaît l'Organisation des Nations Unies, le recrutement dans le cadre de ce programme a été suspendu. Le porte-parole du secrétariat a recommandé que l'on imagine des solutions originales aux problèmes financiers en prospectant des sources de financement, telles que le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, et en utilisant mieux les ressources existantes. Elle a remercié les Etats membres qui avaient promis leur appui financier aux programmes en faveur de la femme.

26. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont exprimé leur vive inquiétude quant à la poursuite du financement des programmes en faveur de la femme aux niveaux national, sous-régional et régional. Ils ont insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les comités sous-régionaux, les coordonnatrices de programmes et le programme régional au siège de la CEA. Par ailleurs, des contacts devaient être établis avec les instances politiques nationales. L'accent a été mis sur la nécessité d'adopter les recommandations formulées à cet effet par les comités sous-régionaux. Le secrétariat a exhorté les Etats membres à compter davantage sur eux-mêmes pour appliquer les recommandations relatives à la promotion de la femme. Par ailleurs, les difficultés que soulevait la sensibilisation des délégations nationales à l'Assemblée générale ont été soulignées.

27. Il a été demandé au secrétariat d'effectuer des études sur l'existence de données fiables sur la condition de la femme et d'élaborer des programmes en vue de la collecte et de l'analyse de ces informations là où elles feraient défaut. En outre, il a été prié à la CEA de fournir un personnel qualifié pour s'occuper en permanence du programme en faveur de la femme.

Activités de suivi pour la région africaine de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (point 5 de l'ordre du jour)

28. En présentant le document E/ECA/ATRCW/VII/3, le secrétariat a passé en revue les recommandations de la Conférence mondiale, comparé les stratégies d'Arusha et de Nairobi et formulé à l'intention des

Etats membres des suggestions tendant à élaborer des plans pour mettre en oeuvre les stratégies au niveau national. Les stratégies prospectives de Nairobi faisaient état de la nécessité de procéder à des transformations structurelles et de réaliser des progrès technologiques en Afrique, étant donné la probabilité d'un ralentissement de la croissance économique au cours de cette période. Il importait de redoubler d'efforts afin de mettre fin à l'analphabétisme des femmes et de porter leur espérance de vie à 65 ans (contre 47 actuellement). Les documents d'Arusha et de Nairobi faisaient tous ressortir la nécessité de tenir compte des acquis de la Décennie et de procéder à un examen de la situation des femmes à des intervalles de cinq ans. Tandis que le document de Nairobi était d'un caractère global, les stratégies d'Arusha faisaient apparaître les secteurs prioritaires auxquels il fallait consacrer les ressources limitées dont on disposait, notamment l'agriculture et la production vivrière, la désertification, le développement industriel et la mise en valeur des ressources humaines, ainsi que la santé et l'environnement.

29. Dans le cadre des mesures faisant suite aux initiatives prises lors de la Décennie, le représentant de l'OUA a indiqué en détail les dispositions visant à établir au sein du secrétariat de l'Organisation un service chargé de promouvoir l'intégration de la femme au développement. Plusieurs représentants se sont enquis des relations que ce service aurait avec l'Organisation panafricaine des femmes qui existait depuis 1962, disposait de ses propres organes sous-régionaux et s'intéressait à l'exécution de projets économiques. Des préoccupations se sont fait jour quant au bien-fondé de la création d'un nouvel organe compte tenu des contraintes qui pesaient sur les ressources disponibles pour l'intégration de la femme au développement en Afrique et de l'existence de l'Organisation panafricaine des femmes, tout comme des mécanismes régionaux et sous-régionaux créés par les Etats membres africains sous l'impulsion de la CEA. Le représentant de l'OUA a précisé que son organisation mettait en place une structure au sein de son secrétariat qui permettrait de mieux traiter les problèmes des femmes, en application d'une résolution adoptée par ses Etats membres. La Présidente a confirmé le consensus selon lequel il était nécessaire de mobiliser toute l'assistance possible pour satisfaire les importants besoins des femmes africaines ; il faudrait encourager toute institution soucieuse d'accroître sa capacité à aider les femmes en Afrique. Une harmonisation judicieusement planifiée des efforts permettrait à chaque institution de poursuivre ses objectifs spécifiques en évitant le double emploi dans les activités. Ce qui était essentiel, c'était l'utilisation optimale des ressources disponibles pour l'intégration de la femme au développement en Afrique.

30. Le représentant de l'OMS a décrit le programme de son Organisation en ce qui concerne la femme et le développement des services de santé, et précisé que l'OMS avait mis en route, dans les villages, des projets sanitaires dans la plupart des pays africains.

Mesure dans laquelle les plans nationaux de développement tiennent compte de la contribution des femmes (point 6 de l'ordre du jour)

31. Présentant le document E/ECA/ATRCW/ARCC/VII/4, le secrétariat a fait observer que seuls 10 Etats africains avaient des plans nationaux de développement mentionnant les femmes ; moins de cinq avaient prévu des crédits budgétaires expressément pour la promotion de la femme. Les obstacles à l'incorporation des besoins des femmes dans les plans de développement étaient exposés sous la rubrique des difficultés d'ordre psychologique, sociologique, structurel et organisationnel.
32. Les documents soumis au séminaire régional sur les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement (tenu à Addis-Abeba en 1982) envisageaient la création d'organes chargés d'accroître l'efficacité technique des mécanismes nationaux, notamment grâce à des unités de recherche et de programmation, mais les participants à ce séminaire s'étaient dans une large mesure élevés contre la mise en place de ces structures. Il faudrait procéder à une nouvelle évaluation des mécanismes nationaux à la fin de la Décennie pour voir si les organes mis en place avaient été en mesure de participer à la planification du développement national aux côtés des ministères techniques, car il apparaissait nécessaire de créer des unités de recherche, de programmation et de suivi au sein de ces mécanismes.
33. Il incombait aux mécanismes nationaux de prendre des mesures afin de pallier la méconnaissance des besoins des femmes africaines dans les plans nationaux de développement. Les femmes africaines devaient accroître leur compétence dans des domaines spécialisés, utiliser pleinement les données disponibles sur la situation de la femme en Afrique, participer à la planification et à la programmation et superviser l'exécution des plans approuvés. En outre, elles devraient s'informer de l'ensemble des sources de financement, notamment des banques régionales de développement.
34. La participation africaine à la réunion de mars 1986 de la Commission des Nations Unies pour la promotion de la femme (dont le siège est à Vienne et qui était auparavant dénommée Commission de la condition de la femme) avait été d'une faiblesse déplorable, un seul des huit Etats membres africains de la Commission y ayant été représenté. Si les femmes africaines se préoccupaient de leur représentation dans les instances internationales, il leur fallait assumer les responsabilités qui leur étaient confiées.
35. Une délégation a fait observer qu'il fallait effectuer une étude approfondie sur la planification en faveur de la femme qui permette d'élaborer de meilleures stratégies nationales pour leur participation au développement. Le secrétariat a fait valoir que si les membres pouvaient mettre en commun leur expérience nationale en matière de planification, on pourrait établir un document qui servirait de guide à l'usage de tous les mécanismes nationaux.

La femme africaine et la Décennie du développement industriel de l'Afrique - Rapport final (point 7 de l'ordre du jour)

36. Présentant le document E/ECA/ATRCW/ARCC/5, le secrétariat a déclaré que le CARFF avait effectué des études de cas sur l'expérience de l'Egypte, du Nigéria, de la Côte d'Ivoire et de la République-Unie de Tanzanie sur le rôle de la femme dans le développement industriel. Celles-ci avaient fait apparaître que la femme ne participait que faiblement au développement industriel et que lorsqu'elle était employée elle se voyait confiée des emplois faiblement rémunérés et n'exigeant guère de qualifications sauf en Egypte où un grand nombre de femmes exerçaient des emplois autres que ceux réservés traditionnellement à la femme et ce, dans les domaines techniques.

37. Le rôle de la femme africaine dans le développement industriel pourrait être accru si celle-ci continuait d'exercer des emplois jugés convenables pour elle ; toutefois, cette conception était subordonnée à l'évolution technologique et n'offrait qu'une chance de promotion. En revanche, si la femme s'orientait vers des créneaux plus intéressants dans les rares domaines de spécialisation technique, il lui faudrait suivre une longue et difficile formation. Les organisations féminines pourraient aider énormément les jeunes filles à s'orienter dans cette voie. La meilleure possibilité qui s'offrait à un grand nombre de femmes africaines était celle de participer à la création de petites et moyennes entreprises dans le domaine agro-industriel, domaine où la femme jouissait d'un avantage comparé certain, du fait de sa participation aux activités de production alimentaire. Les mécanismes nationaux devaient aider les femmes à se procurer les ressources techniques et financières nécessaires pour faire leur entrée dans ce domaine de plus en plus compétitif.

38. On a fait valoir qu'en raison d'un concours de lois et de traditions favorables, la femme égyptienne participait pleinement depuis longtemps aux activités de développement économique. Un nombre de plus en plus grand de femmes dans ce pays faisaient leur entrée sur le marché du travail industriel tous les ans et la femme égyptienne était presque parvenue à disputer aux hommes des domaines aussi importants que la médecine, la communication et l'information.

39. On a fait remarquer que le Comité technique préparatoire plénier étudierait les progrès accomplis dans le cadre de la mise en oeuvre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique ; le CRAC devrait veiller à ce que les idées exprimées sur la question au cours de sa réunion soient transmises au Comité technique pour que les ministres du plan puissent tenir compte de la situation de la femme en Afrique dans le cadre du développement industriel de la région.

Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies
consacrée à la crise économique en Afrique (point 8 de l'ordre
du jour)

40. La représentante de l'OUA a évoqué les préparatifs effectués en Afrique en prévision de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. Un programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique avait été adopté et des projets spécifiques mis au point pour son exécution dans le document intitulé "propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique en Afrique". Il avait été pris note en particulier de la question de la femme, le Plan d'action de Lagos ayant considéré celle-ci comme un agent essentiel dans le développement économique et dans la réalisation de la sécurité alimentaire en Afrique. Les besoins de la femme africaine seraient satisfaits au titre de l'assistance aux agriculteurs de petites exploitations notamment les agricultrices, dans le cadre de programmes de formation à l'intention de la femme et de projets tendant à améliorer les conditions de la vie familiale. La représentante de l'OUA a invité le CRAC à appuyer ces propositions.

41. Tout en se félicitant de ce qu'il avait été tenu compte de la femme dans le programme prioritaire, plusieurs délégations ont exprimé l'avis qu'elles auraient préféré voir les femmes associées plus étroitement aux préparatifs menés par les pays africains. Un fonctionnaire du secrétariat a fait remarquer que les femmes étaient parfois obligées de décider d'elles-mêmes de participer aux différentes activités pour faire connaître leurs points de vue. Les représentantes ont en outre exprimé le désir d'être associées à l'exécution des projets qui découleraient de la session extraordinaire ; il a en outre été suggéré que, à cette fin, les modalités de leur participation soient définies d'ores et déjà. Les représentantes ont par ailleurs demandé que le montant total de l'aide en faveur de la femme retenu dans les propositions soit déterminé quantitativement. Le représentant de l'OUA a pris note de la nécessité de déterminer précisément le montant de l'aide destinée à la femme et d'en informer par correspondance les mécanismes nationaux.

42. Les participants ont estimé que les préparatifs de la session extraordinaire avaient permis de se rendre compte encore une fois de la nécessité pour l'OUA de se doter d'un service qui serait chargé des questions intéressant la femme et le développement économique. Il a également été recommandé que la présidente du CRAC assiste à la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Questions diverses (point 9 de l'ordre du jour)

43. Le représentant du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a décrit le nouveau rôle du Fonds qui, depuis juillet 1985, avait un statut autonome, en association avec le PNUD (conformément à la résolution 39/125 de l'Assemblée générale) et avait vu ses attributions élargies à la promotion de l'intégration de la femme dans le processus de planification du développement, depuis la phase de pré-investissement jusqu'à l'exécution, et à l'appui aux projets innovateurs en faveur de la femme. Pour s'acquitter de sa mission, le Fonds aidait les femmes à participer à des tables rondes sur la collecte des fonds, sous le parrainage du PNUD, ainsi qu'aux activités de programmation par pays. Le Fonds envisageait d'organiser une cérémonie en l'honneur de l'agricultrice africaine lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale.

44. Deux projets de résolution ont été présentés à la réunion. Le texte de ces résolutions amendées et adoptées figure dans la section E ci-après.

D. Clôture de la réunion (point 10 de l'ordre du jour)

45. Le Secrétaire exécutif adjoint a passé en revue l'ordre du jour de la réunion et a, au nom des femmes africaines, félicité les participants du sérieux de leurs débats. La présidente du CRAC a déclaré que la réunion aura contribué à sensibiliser les instances de prise de décisions et de planification à l'importance de l'intégration de la femme au développement. Passant en revue les progrès accomplis en faveur de la femme dans la région, la présidente du CRAC a estimé que beaucoup avait été fait sur les plans juridique et politique, mais que ces progrès profitaient peu aux femmes appartenant aux couches sociales déshéritées. Il restait à trouver le moyen de faire participer plus pleinement la femme au développement, compte tenu de leur contribution essentielle à la sécurité alimentaire de la région. À son avis, les dirigeantes des femmes africaines devaient assumer de plus grandes responsabilités et veiller à ce que les engagements pris dans les diverses réunions soient tenus. Elle a demandé instamment à l'Organisation des Nations Unies d'allouer davantage de postes sur le budget ordinaire en faveur de la femme africaine.

46. Les participants ont voté deux motions de remerciements, le premier adressé au Gouvernement camerounais, et en particulier au Ministre de la condition féminine, pour avoir bien voulu accueillir la réunion, et la seconde au secrétariat de la CEA pour les efforts déployés pour préparer la réunion.

47. Avant de déclarer la réunion close, le Ministre camerounais de la condition féminine a estimé que la réunion avait permis le rapprochement des délégations nationales grâce à un échange de données d'expérience. Les échanges de vue devraient se poursuivre par des tournées d'étude et des échanges de bulletins d'information. Elle a estimé que la réunion avait permis de souligner clairement la nécessité impérieuse de la participation de la femme africaine aux affaires nationales et internationales.

E. RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LA REUNION

1. Résolution sur les femmes et le développement en Afrique

La septième réunion du Comité régional africain de coordination réunie à Yaoundé du 3 au 5 avril 1986

Rappelant la résolution 535 (XX) sur la femme et le développement du Conseil des ministres de la CEA d'avril 1985,

Rappelant la résolution 40/108 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 13 décembre 1985 relative à l'exécution des Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion des femmes,

Rappelant enfin la résolution F/CN./6/1986/L.24 de la Commission de la condition de la femme sur la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha,

Toujours consciente de l'urgence de l'introduction de la composante féminine dans les projets, programmes et plans nationaux de développement,

Déterminée à conserver et développer les acquis de la Décennie des Nations Unies pour les femmes : égalité, développement, paix,

Préoccupée par la gravité de la crise économique qui affecte plus durement les pays africains et compte tenu de la nécessité impérieuse pour les mécanismes nationaux sous-régionaux et régionaux mis en place pour promouvoir, renforcer et développer la participation équitable des femmes dans le développement africain,

Préoccupée également par la crise financière en cours au sein du Système des Nations Unies et qui affecte gravement les programmes et le personnel des Nations Unies,

Consciente de l'importance du financement par le PNUD du Programme d'intégration de la femme au développement en Afrique,

Considérant le mandat élargi du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme dans la résolution A/RES/39/125, ainsi que son Plan africain d'investissement servant de cadre à ses activités en Afrique,

Appréciant la contribution efficace du programme des femmes de la CEA au progrès des femmes africaines,

1. Lance un appel aux gouvernements africains afin qu'ils mettent tout en oeuvre, pour inclure la composante femme dans les plans, programmes et projets de développement national tout en encourageant la mise en oeuvre de programmes et projets spécifiques pour les femmes chaque fois que cela paraît possible ;

2. Demande aux gouvernements africains de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mobiliser et libérer les fonds dans la perspective de la mise en oeuvre des stratégies d'Arusha et des stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme ;

3. Demande aux gouvernements africains d'associer les mécanismes nationaux des femmes aux exercices de planification et de programmation nationales ainsi qu'aux services de négociations avec les institutions internationales, intergouvernementales, régionales et sous-régionales de financement pour assurer davantage de voies et moyens d'intégration des femmes au développement ;

4. Demande aux gouvernements de tout mettre en oeuvre pour nommer un fonctionnaire chargé des questions féminines dans les missions et ambassades accréditées auprès de l'ONU et de l'OUA pour que toutes les résolutions et recommandations des réunions susceptibles d'avoir une incidence sur les actions globales ou sectorielles d'intégration des femmes au développement, soient transmises aux mécanismes nationaux des femmes en vue d'un suivi ;

5. Prie les gouvernements africains de tout mettre en oeuvre tant en Afrique qu'en dehors de l'Afrique pour assurer d'une part l'augmentation du nombre des femmes africaines recrutées sur les postes du budget régulier des Nations Unies ; et d'autre part la promotion des femmes africaines à des postes de décision au sein de la CEA et des Nations Unies ;

des Nations Unies qui doit se tenir en mai 1986, soit réitéré le rôle central que jouent les femmes dans le développement de l'Afrique, ainsi que le soulignent les stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme ;

3. Invite les Etats membres, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les donateurs et les organismes de développement à allouer un pourcentage donné de fonds destinés au redressement économique de l'Afrique, aux besoins particuliers ci-après des femmes en tant que productrices de vivres :

- a) accès aux terres arables ;
- b) accès au crédit ;
- c) participation aux décisions relatives à l'utilisation des terres ;
- d) éducation et formation visant à les préparer à assumer leurs multiples rôles, en particulier dans le domaine de la production alimentaire ;

4. Prie les Etats membres de l'OUA et de la CEA de faire en sorte que les femmes soient incluses dans les structures ou mécanismes qui pourraient être constitués à la suite de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique ;

5. Prie instamment les Etats membres africains d'inclure des représentantes d'organisations de femmes dans leur délégation à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, non seulement au niveau ministériel, mais aussi à l'échelon des experts.

6. Demande instamment aux mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement :

a) de tout mettre en oeuvre pour être présents aux différents stades des exercices de préparation et de programmation du 4^e cycle du PNUD ;

b) d'organiser des sessions nationales d'information avec les services techniques concernés ainsi qu'avec les ONG sur la contribution des femmes à la planification nationale et au 4^e cycle de programmation ;

c) de déployer des efforts continus de vigilance pour participer aux activités de décisions relatives à l'élaboration des plans ainsi qu'à l'allocation des ressources dans ce cadre ; et pour veiller à la prise en considération et au suivi des résolutions relatives aux femmes dans le développement ;

d) de veiller à l'établissement en leur sein d'unités techniques de programmation, de suivi et de recherche qui seront chargées de la collecte, du traitement et de la diffusion de données pertinentes relatives aux femmes et à leurs activités en vue de leur meilleure intégration dans le développement ;

7. Exprime sa reconnaissance et sa profonde gratitude au PNUD pour le financement des programmes sous-régionaux et régionaux en faveur de la femme ;

8. Lance un appel au PNUD par l'intermédiaire de ses bureaux africains et arabes pour :

a) qu'il continue d'apporter son appui au programme d'intégration de la femme au développement de cinq MULPOC, d'ESAMI, du CRAC au cours du 4^e cycle de programmation 1987-1991 ;

b) qu'il élabore ou assiste la CEA à confectionner à l'intention des mécanismes nationaux d'intégration de la femme au développement, un document d'information sur ses mécanismes de financement et sur les autres sources de financement du système des Nations Unies ainsi que les procédures d'accès à ces financements ;

c) qu'il libère des fonds permettant la formation et la spécialisation technique d'experts des mécanismes nationaux afin que ces derniers présentent des documents de projets répondant à la fois aux besoins des gouvernements et aux normes des institutions de financement et qu'il donne la priorité aux projets comportant une composante "femme" ;

d) qu'il aide les mécanismes nationaux pour les femmes à obtenir l'allocation d'une partie du CIP aux projets et programmes d'intégration de la femme au développement ;

e) qu'il assure une revitalisation des programmes féminines des MULPOC de Gisenyi et de Tanger par le maintien du reliquat des fonds du cycle précédent et par la nomination de nouvelles coordinatrices ;

f) qu'il collabore au recrutement de consultants nationaux africains pour la conception et la mise en oeuvre des programmes d'intégration de la femme au développement et de contribuer ainsi au renforcement des capacités de planification et de programmation des mécanismes nationaux.

9. Invite le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, dans le cadre de sa stratégie pour l'exécution de son mandat élargi, notamment par sa participation aux tables rondes organisées par les donateurs et à la programmation par pays du PNUD, à poursuivre ses activités en collaboration à celles des MULPOC visant à l'intégration des femmes au développement ;

10. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA de prendre les mesures appropriées pour que le CRAC et le CAREF participent à la réunion des planificateurs, statisticiens et démographes afin de les sensibiliser sur les stratégies d'Arusha et de Nairobi relatives aux problèmes de l'intégration des femmes au développement ;

11. Prie instamment le Secrétaire exécutif de la CEA de tout mettre en oeuvre pour mobiliser de nouvelles ressources financières tant auprès des gouvernements africains que d'autres bailleurs de fonds pour permettre une diversification et une augmentation des ressources du programme d'intégration de la femme au développement des MULPOC ;

12. Demande au Secrétaire exécutif de la CEA, à la Présidente du CRAC de rendre compte à la 3è réunion du CRAC des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la présente résolution au niveau national, sous-régional et régional.

2. Résolution sur la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacré à la crise économique et sociale en Afrique

La septième réunion du Comité régional africain de coordination (CRAC), tenue à Yaoundé (Cameroun) du 3 au 5 avril 1986,

Consciente de la crise économique et sociale que traverse actuellement le continent africain et du potentiel que recèlent les femmes dans le domaine de l'agriculture et de la production vivrière pour atténuer cette crise,

Ayant examiné les préparatifs de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique pour l'Afrique en vue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la crise économique et sociale de l'Afrique,

Soucieuse de ce que cette session extraordinaire débouche sur des résultats positifs pour l'Afrique,

Convaincue que la solution de la crise économique de l'Afrique passe notamment par une participation accrue des femmes au secteur de l'agriculture et à la production alimentaire,

1. Se félicite de la décision de l'Organisation des Nations Unies de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour formuler des stratégies visant à résoudre la crise économique et sociale actuelle de l'Afrique ;

2. Invite la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine, malgré l'heure tardive, à veiller à ce que dans les propositions de l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée générale

des Nations Unies qui doit se tenir en mai 1986, soit réitéré le rôle central que jouent les femmes dans le développement de l'Afrique, ainsi que le soulignent les stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme;

3. Invite les Etats membres, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, les donateurs et les organismes de développement à allouer un pourcentage donné de fonds destinés au redressement économique de l'Afrique, aux besoins particuliers ci-après des femmes en tant que productrices de vivres :

- a) accès aux terres arables;
- b) accès au crédit;
- c) participation aux décisions relatives à l'utilisation des terres;
- d) éducation et formation visant à les préparer à assumer leurs multiples rôles, en particulier dans le domaine de la production alimentaire;

4. Prie les Etats membres de l'OUA et de la CEA de faire en sorte que les femmes soient incluses dans les structures ou mécanismes qui pourraient être constitués à la suite de l'exécution du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique;

5. Prie instamment les Etats membres africains d'inclure des représentantes d'organisations de femmes dans leur délégation à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, non seulement au niveau ministériel, mais aussi à l'échelon des experts.